

O/3

Maison du roi (Restauration)

Intitulé : MAISON DU ROI (RESTAURATION)

Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.

Dates extrêmes : 1778-1847.

Importance matérielle : 465 m.l. (3030 articles dont 1520 registres).

Conditions d'accès : librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :

Ministère puis Intendance générale de la Maison du roi (1814-1830).

Maison civile : services des grands officiers de la Couronne (1814-1830)

Maison militaire : compagnies des gardes du corps du roi et autres escadrons, intendance militaire de la Maison du roi (1814-1830) et armée dite « des Princes » (1792-1820).

Histoire des producteurs :

- ministère (puis intendance générale) de la Maison du roi

La Maison du roi sous les règnes de Louis XVIII et Charles X a trouvé ses sources d'une part directement dans la volonté de faire revivre une institution prestigieuse de l'Ancien Régime, d'autre part dans l'organisation rationnelle de la Maison de l'empereur créée sous l'Empire à l'imitation elle aussi de la même Maison du roi de l'Ancien Régime. Il s'agissait donc d'une continuation par-delà la rupture révolutionnaire de la vieille institution quant à sa composition et à ses codes, mais modernisée dans son fonctionnement, soit par reprise directe des institutions de Napoléon, soit par innovation même de la Restauration.

Comme sous l'Ancien Régime, la Maison du roi s'organisait en une *maison civile* d'une part, constituée de services placés sous l'autorité des grands officiers de la Couronne (grand aumônier, grand-maître de France, grand chambellan, grand écuyer, grand veneur et grand-maître des cérémonies), et en une *maison militaire* constituée de compagnies sous l'autorité de capitaines. La maison civile et la maison militaire s'appuyaient sur une structure administrative transversale appelée *ministère de la Maison du roi* (1814-1827) puis *intendance générale de la Maison du roi* (1827-1830) qui dirigeait les services de soutien souvent appelés intendances dont le nombre et les fonctions ne cessèrent de varier durant toute la Restauration (ces services passèrent de 7 en 1814 : trésor ; bâtiments, parcs et jardins ; Garde-Meuble ; forêts et domaines, musées royaux ; monnaie ; théâtres royaux ; à 8 en 1815, puis 10 en 1820). Tous les services concernant les arts se sont vus regroupés en 1824 dans une division unique des beaux-arts, préfiguration d'un futur ministère des Beaux-Arts. Par ailleurs les princes et princesses de la famille royale étaient également pourvus, chacun, d'une maison aux effectifs réduits et également soutenue et contrôlée par le ministère de la Maison du roi.

Le budget du ministère et celui de la Maison civile était tirés sur la Liste civile annuelle de 25 millions de francs accordée par le parlement, héritée de la monarchie constitutionnelle de Louis XVI et maintenue inchangée sous l'Empire. 8 millions supplémentaires étaient votés pour les maisons princières. Le budget de la maison militaire était pour partie prélevé sur la Liste civile et pour partie sur le budget du ministère de la Guerre.

Les ministres et intendants généraux furent successivement : le comte de Blacas (1814-1815), suivi d'un long intérim assuré par le comte de Pradel, directeur-général du ministère, puis le marquis de Lauriston (1820-1824), le duc de Doudeauville (1824-1827), et enfin le comte de La Bouillerie, intendant général (1827-1830).

- maison civile : services des grands officiers de la Couronne

Sept grands officiers furent nommés par Louis XVIII en 1814/1815 reprenant les intitulés en usage sous l'Ancien régime, avant la suppression en 1821 du grand-maître de la garde-robe, réduisant leur nombre à 6. Chacun d'eux était à la tête d'un service contrôlé également par les services du ministère. Aussi, ces charges de grands officiers ont-elles pu paraître parfois d'abord honorifiques, bien qu'en réalité elles contraignaient à beaucoup de présence à la cour et à une abondante correspondance avec les services du ministère.

Le grand aumônier et ses services étaient responsables de l'animation spirituelle de la cour et du gouvernement dans l'espace réservé à la religion catholique comme religion officielle.

Le grand-maître de France et ses services supervisaient l'administration des palais et châteaux de la Couronne, et plus particulièrement de l'intendance alimentaire (pannetier, échanson, maître d'hôtel, etc.).

Le grand chambellan et ses services étaient responsables des réceptions, des fêtes et des spectacles.

Le grand-maître des cérémonies et ses services étaient responsables du protocole (de l'étiquette) et des cérémonies les plus symboliques et solennelles.

Le grand écuyer et ses services étaient censés contrôler les écuries, mais dans les faits cette tâche était assurée par le premier écuyer. Aucun grand écuyer ne fut jamais nommé.

Le grand veneur et ses services devaient pareillement s'occuper de l'organisation des chasses royales, dans les faits seul le premier veneur fut à la manœuvre.

- maison militaire

14 compagnies et escadrons furent remis sur pied en 1814, auxquels s'ajoutèrent les 2 compagnies de Monsieur, frère du roi. Après les Cent-Jours, seules 5 compagnies furent conservées pour le roi et une pour Monsieur (soit près de 1900 hommes), une grande partie de la sécurité des palais et du gouvernement étant assurée par la garde royale et la garde nationale. Sous le règne de Charles X, la compagnie de Monsieur disparaîtra, fusionnée avec la 4^{ème} compagnie, dite de Luxembourg. La plus grande part de l'encadrement supérieur de la maison militaire était assurée par des représentants des familles traditionnellement dévouées à la maison de Bourbon, issues de la noblesse d'Ancien Régime presque exclusivement. Contrairement à la maison civile, la maison militaire comprenait également une administration propre, appelée intendance militaire, avec des services de soutien et un hôpital militaire accueillant également les patients issus de la maison civile et des maisons princières. Seul un bureau militaire au sein du ministère de la Maison du roi faisait la liaison avec les unités de la maison militaire, le ministère de la Guerre ayant aussi à s'en occuper pour la gestion des personnels. Par analogie, des papiers de l'armée « des princes » constituée durant l'émigration de la famille royale et dont une partie fut produite durant la Restauration (secours, relevés de carrières), notamment par la Maison du roi, furent adjoints aux archives de la maison militaire.

Histoire de la conservation :

Les documents conservés dans les séries O ont fait l'objet d'un versement des Archives de la Couronne (14 000 cartons) entre juin et août 1848.

Les Archives nationales leur ont donné dans un premier temps la lettre de série : « E », puis « O ». La série O regroupait l'ensemble des Archives de la Couronne, c'est-à-dire les archives produites par les maisons des souverains depuis l'Ancien régime jusqu'à la monarchie de Juillet. C'est entre 1868 et 1872 que les archivistes ont séparé les documents plus ou moins selon leur date et créé ainsi quatre sous-séries pour les répartir selon les régimes politiques (Classement Boutaric). C'est à ce moment donc que les archives relatives aux biens de l'ancien Sénat passés dans les domaines de la Couronne après 1814 (dont les liasses de pétitions auprès de la commission de la liberté individuelle qui y avaient été jointes par erreur) furent artificiellement placées dans la sous-série O/2 (Maison de l'empereur), plutôt que dans la sous-série O/3 (Maison du roi) où il aurait été logique de les retrouver en vertu des principes de provenance et de respect des fonds. Dans ces mêmes années du Second Empire, des reclassements et de nombreuses éliminations ont été faites dont il est difficile, en l'état de nos connaissances, d'évaluer l'ampleur (les archivistes ont intégré notamment dans les séries de la section ancienne des documents de l'ancienne Maison du roi d'Ancien régime et les papiers des apanages du comte d'Artois et du duc d'Orléans). En outre, l'archiviste Charles de Lapeyrouse (vers 1858) a intégré aux archives de la maison militaire du roi de la Restauration certains papiers des armées émigrées (et ceux concernant la gestion des carrières) qui étaient conservés déjà aux Archives de la Couronne. On trouvera en outre à partir de la cote O/3/3027 des documents qui pour des raisons diverses (vols, distractions intempestives...) ont été distraits des différents sous-fonds de la Maison du roi au cours des temps et qui, récemment retrouvés, notamment en vente publiques, ont été réintégrés à partir de 2010.

Présentation du contenu :

Le présentation usuelle de la série O/3 est essentiellement thématique : le principe du respect des fonds n'ayant pas été respecté, de nombreuses éliminations suivies d'autant de mélanges altèrent grandement la lisibilité organique et critique de l'ensemble documentaire, laquelle nécessite de la part du chercheur un sérieux travail diplomatique.

O/3/1- 528 : Grands officiers de la Couronne (1814 -1830).

O/3/529-900 : Administration générale et affaires relevant du cabinet (1814-1830).

O/3/901-1053 : Domaines et forêts de la Couronne (1814-1830).

O/3/1054-1274 : Intendance des bâtiments, parcs et jardins (1814-1830).

O/3/1275-1375 : Département des beaux-arts (1814-1830).

O/3/1376-1458 : Musées royaux (1811-1832).

O/3/1459-1485 : Monnaies et médailles (1814-1831).

O/3/1486-1598 : Manufactures royales (1812-1832).

O/3/1599-1870 : Théâtre royaux (1815-1830).

O/3/1871-2199 : Mobilier de la Couronne (1814-1830).

O/3/2200-2242 : Archives, bibliothèques, cabinets topographique et minéralogique (1814-1830).

O/3/2243-2557 : Maison militaire (1814-1830).

O/3/2558-2681 : Armée de princes. Demandes des émigrés (1792-1820).

O/3/2682-3022 : Intendance du trésor de la Couronne (1814-1830).

O/3/3023-3025 : Correspondance de l'intendant des Menus Plaisirs avec les théâtres, les écoles royales de musique, de déclamation et de chant (1816-1824).

O/3/3026 : Budget général des dépenses (1828-1830).

O/3/3027-3028 : Documents rapportés ultérieurement

Instruments de recherche : Voir l'[État des inventaires](#).

Sources complémentaires :

- **Autre(s) partie(s) du même fonds :**

Ministère (puis Intendance générale) de la Maison du roi :

Les Archives de l'intendance du Garde-Meuble, service de l'intendance générale, ont été réparties pour des raisons inexplicables encore entre la série O/3 d'une part et la série AJ/19 des Archives nationales où il convient de trouver des pièces complémentaires pour la Restauration.

Les archives de l'administration des biens des anciennes sénatoreries, dépendant de l'administration générale des domaines de la Couronne du ministère de la Maison du roi (1817-1830), héritière de la commission royale pour la liquidation des biens du Sénat et des anciennes sénatoreries (1814-1817), elle-même héritière des archives de l'administration des sénatoreries à la chancellerie du Sénat conservateur de l'Empire (An XI-1814) ont été placées abusivement dans la sous série O/2 (Maison de l'empereur) des Archives nationales.

Maison civile : services des Grands Officiers de la Couronne (1814-1830) :

Papiers d'agents : les charges de grand officiers, traditionnellement héréditaires sous l'Ancien Régime, l'ont souvent été dans la monarchie restaurée. Ces charges étant familiales, les archives produites dans leur exercice ont naturellement été considérées comme familiales également. Et cela d'autant plus que l'effondrement brutal du régime en juillet 1830, la dissolution immédiate et sans continuité de la Maison du roi, le retrait de la vie politique de la plupart des protagonistes, ajoutés aux liens de fidélité personnelle et familiale qui unissaient les grand officiers civils et militaires au souverain expliquent largement la conservation de ces papiers dans les familles. Le prince de Condé, grand-maître de France, a ses archives au château de Chantilly (Institut de France).

Maison militaire :

Papiers d'agents : voir ci-dessus la remarque sur les papiers des agents de la maison civile, valable pour la maison militaire. Des registres de correspondance du duc de Gramont, capitaine des gardes-du-corps du roi, sont conservés dans les archives de la maison de Gramont déposées aux Archives nationales (101 AP). Le duc de Raguse (le maréchal Marmont), brièvement capitaine des gardes-du-corps du roi sous la Première Restauration, a légué ses archives à la ville de Châtillon-sur-Seine (Côte d'Or), Narcisse Beuzelin, trésorier général de la maison militaire (mais aussi du cabinet du roi), a laissé des archives dont certaines, relevant de ses fonctions, sont conservées aux Archives nationales (AB/XIX/4256 sq).

- **Archives d'autres producteurs en relation :**

Ministère (puis Intendance générale) de la Maison du roi :

Tutelle : La Maison du roi relevait directement du souverain avec lequel le ministre travaillait directement (le travail du roi, dont on trouve des traces dans les papiers du cabinet du ministre). Sous la Première Restauration les conseils du roi où pouvaient être traitées des affaires de la Maison du roi ont laissé des archives conservées dans la sous-série AF/V des Archives nationales.

Subordonnés : l'intendance générale de la Maison du roi gérait directement les palais et les domaines royaux (les palais de Versailles, Fontainebleau et Compiègne notamment) qui pouvaient eux-mêmes produire des documents d'archives conservés en leur sein, et assurait la tutelle sur des institutions culturelles dont les archives ont pu être versées aux Archives nationales ou bien sont restées dans les institutions qui ont perduré, comme les manufactures royales, la Bibliothèque royale, la Monnaie des médailles, le Musée royal (du Louvre) : voir les séries des Archives nationales AJ/13 (Opéra de Paris), AJ/37 (Conservatoire national de musique).

Administration antérieure : Les attributions dévolues à la Maison du roi ont repris celles exercées par la Maison de l'empereur jusqu'en avril 1814, ainsi qu'entre mars et juin 1815, dont les archives sont en partie conservées aux Archives nationales dans la sous-série O/2.

Administration postérieure : les attributions dévolues à la Maison du roi ont été exercées après 1830 par l'intendance de la Liste civile ainsi que par une petite Maison du roi dont les archives n'ont été que très partiellement sauvées des pillages et incendies de la Révolution de février 1848 et sont conservées aux Archives nationales dans la sous-série O/4.

Maison civile : services des grands officiers de la Couronne (1814-1830) :

Administration antérieure : voir sous-série O/2.

Administration postérieure : voir sous-série O/4.

Maison militaire :

Administration antérieure : voir sous-série O/2. Pour l'armée dite « des princes » voir également les archives de l'armée de Condé au château de Chantilly (séries Y et Z notamment pour l'époque de l'émigration, mais aussi

des documents de secours et de carrière datant de la Restauration), et les papiers d'émigration de Louis XVIII conservés au ministère des Affaires étrangères (Fonds Bourbon).

Administration postérieure : voir sous-série O/4.

- **Sources complémentaires sur le plan documentaire :**

Voir les archives des ministères issus du ministère de l'Intérieur : F/13 (Bâtiments civils), F/21 (Beaux-Arts).

Sources de la notice :

- Série O/3 des Archives nationales.

- Archives des Archives nationales (sous-série AB/XIV/3).

- Jean-Yves Piboubès, *Guide des recherches aux Archives nationales sur les hauts fonctionnaires. 1789-1914*, Paris, Archives nationales, 2010, p. 461 sq.

- Alphonse Gautier, *Études sur la Liste civile*, Paris, 1882.

Date de la notice : 2010

Auteur de la notice : Jean-Baptiste AUZEL.

GRANDS OFFICIERS DE LA COURONNE

O/3/1 à 528.

Correspondance, comptabilité, personnel et affaires propres à chaque charge dans la marche ordinaire des services ou lors de circonstances particulières (obsèques, sacre, baptêmes, mariages, voyages). 1814-1830.

1 à 71. Grand Aumônier. 1814-1830.

Cérémonies, questions touchant la basilique de Saint-Denis, aumônes et secours, inventaires des chapelles royales de Fontainebleau, Rambouillet et Saint-Cloud.

72 à 193. Grand-Maître de France. 1814-1830.

Ordonnances et règlements, service de la Bouche, service du Grand Maître, gouvernement des châteaux et résidences royales.

194 à 386. Grand Chambellan. 1814-1830.

Organisation du service, audiences et présentations, placets, réclamations, lettres au premier gentilhomme de la Chambre, Menus plaisirs et Chambre du roi, service de santé, valets de chambre, lecteurs et autre personnel.

387 à 503. Grand Écuyer. 1814-1830.

Écuries du roi, ordres et rapports de l'écuyer commandant, organisation et fonctionnement de la Grande Écurie, pages.

504^A à 517. Grand Veneur. 1814-1830.

518 à 528. Grand Maître des Cérémonies. 1814-1830.

MINISTÈRE ET INTENDANCE GÉNÉRALE DE LA MAISON DU ROI

O/3/529 à 900.

Administration générale et affaires relevant du Cabinet. 1814-1830.

529 à 569. Décisions et ordonnances du roi, règlements, correspondance, rapports, décisions du ministre, affaires diverses. 1778-1837.

570 à 630. Correspondance active et passive du ministre, papiers politiques, demandes de secours, adresses et placets, archives du cabinet de Gand, correspondance générale et affaires diverses. 1792-1830.

631 à 743. Extraits de journaux. Enregistrement de la correspondance. Demandes de places, secours, pensions, adresses, hommages et placets. 1814-1832.

744 à 800. Secours aux émigrés. Enregistrement des demandes de secours, pensions, grâces. Affaires diverses. 1816-1832.

801 à 811. Demandes et réclamations diverses. Mariage et obsèques du duc de Berry. Sacre de Charles X. Anoblissements. 1789-1830.

812 à 842. Ordres de Saint-Michel, de Saint-Louis, du Saint-Esprit, de la Légion d'honneur et autres. Autorisations de port d'ordres étrangers. 1749-1830.

843 à 870. Souscription pour l'acquisition du domaine de Chambord (classement départemental). 1821-1828.

871 à 879. Voyages du roi et des princes. Domaine du roi au Sénégal. Brevets de fournisseurs. 1814-1830.

880 à 900. Personnel du ministère de la Maison du roi. Objets généraux et affaires diverses relevant du Cabinet. 1814-1830.

O/3/901 à 1053.

Domaines et forêts de la Couronne. 1814-1830.

901 à 920. Enregistrement de la correspondance. 1815-1830.

- 921 à 957. Demandes de places. Acquisitions, échanges, baux, correspondance et comptabilité. 1814-1830.
- 958 à 1053. Administration générale des domaines et forêts. Correspondance, comptabilité, personnel. An VIII-1832.
- O/3/1054 à 1274. Intendance des bâtiments, parcs et jardins. 1814-1830.
1054 à 1106. Rapports au roi, service de la comptabilité, correspondance active, enregistrement de rapports et lettres diverses¹. 1814-1832.
1107. *Cote vacante*.
1108 à 1181. Budgets, approbations et arrêtés de paiements, crédits, propositions de versements, états de fonds, dépenses. 1814-1830.
1182 et 1183. Comité consultatif des bâtiments. 1810-1831.
1184 à 1234. Correspondance et comptabilité relatives à divers bâtiments situés en particulier à Compiègne, Fontainebleau, Marly, Rambouillet, Versailles, Saint-Cloud, Meudon, Paris, Bordeaux, Pau, Strasbourg. An IV-1847.
1235 à 1274. Bâtiments, pépinières, parcs et jardins : affaires diverses, personnel, demandes de places. 1813-1832.
- O/3/1275 à 1375. Département des Beaux-Arts. 1814-1830.
Rapports du ministre, décisions royales, correspondance générale, personnel, budgets et autorisations de paiements, affaires diverses (décorations, encouragements, souscriptions, propriété littéraire, pensions et secours, présents du roi, mobilier, musées, manufactures).
- O/3/1376 à 1458. Musées royaux. 1811-1832.
Correspondance générale, inventaire des objets d'art, dépenses de matériel, ordonnances et propositions de paiements ; demandes de travaux, offres de cession d'œuvres, commandes aux artistes, travaux de restauration, chalcographie et montages ; expositions et salons ; restitution d'objets d'art à différents pays, réclamations de particuliers ; musée royal et musée de Versailles.
- O/3/1459 à 1485. Monnaies et médailles. 1814-1831.
Correspondance, comptabilité, personnel.
- O/3/1486 à 1598. Manufactures royales. 1812-1832.
1486 à 1490 *bis*. Correspondance générale, états des dépenses, affaires diverses. 1814-1830.
1491 à 158^b. Manufactures de Beauvais, des Gobelins, de la Savonnerie, de Sèvres : administration, comptabilité, émargements. 1812-1832.
1586 à 1598. Usines à gaz et manufacture de sucre de Rambouillet. 1814-1826.
- O/3/1599 à 1870. Théâtres royaux. 1815-1830.
1599 à 1621. Objets généraux, rapports, circulaires, budgets et comptes, lettres au surintendant des Menus plaisirs, encouragements, pensions et secours, affaires particulières. 1814-1832.
1622 à 1635. Comédie-Française. 1806-1832.
1636 à 1726. Opéra. 1814-1830.
1727 à 1755. Théâtre royal italien. 1814-1831.
1756 à 1782. Opéra-Comique. 1814-1830.
1783 à 1797. Odéon. 1814-1830.
1798 à 1821. École royale de musique et de déclamation. École de musique religieuse. 1815-1830.
1822. *Cote vacante*.
1823 à 1870. Intendance des théâtres royaux. Fêtes et cérémonies, concerts et représentations à caractère charitable, subventions, comptabilité. 1814-1831.
- O/3/1871 à 2199. Mobilier de la Couronne. 1814-1830.
1871 à 1875. Règlements généraux, rapports sur l'administration du Mobilier. 1814-1830.
1876 à 1933. Correspondance générale de l'administrateur ou de l'intendant. 1814-1830.
1934 à 1939. Menus plaisirs. 1816-1821.
1940 à 1973. Enregistrement de la correspondance et répertoires généraux. 1815-1827.
1974 à 2099. Inventaires et correspondance concernant l'administration des châteaux et résidences royales suivants : Bordeaux, Marrac, Compiègne, Fontainebleau, Paris (Tuileries, Élysées, Bagatelle, hôtels divers et théâtres), Pau, Rambouillet, Saint-Cloud, Meudon, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg, Versailles et Trianon. 1814-1832.
2100. Diamants de la Couronne. 1814-1824.
2101 à 2117. Commandes, soumissions et marchés. 1814-1833.
2118 à 2153. Entrées et sorties des étoffes, tapis, meubles, tapisseries, objets mobiliers divers. 1817-1824.
2154 à 2174. Livres de comptabilité. 1814-1830.
2175 à 2182. Personnel. 1814-1832.
2183 à 2199. Dépenses d'entretien et de fournitures, états de paiements du personnel. 1814-1830.
- O/3/2200 à 2242. Archives, bibliothèques, cabinets topographique et minéralogique. 1814-1830.

¹ O/3/1094 : *cote vacante*.

- 2225 à 2227. Cotes vacantes.
O/3/2243 à 2557. Maison militaire. 1814-1830.
2243 à 2266. Effectifs, nominations, promotions, mutations, congés, brevets d'officiers, revues d'officiers sans troupes, permissions de mariage, nominations dans la Légion d'honneur. 1815-1830.
2267 à 2278. Escadrons de la guerre d'Espagne. Voyage de Charles X de Rambouillet à Cherbourg. Licenciement de la garde du roi à Saint-Lô. 1815-1830.
2279 à 2482. Gardes du corps (compagnies d'Havré, de Gramont, de Noailles, de Luxembourg, de Wagram, de Raguse). Gardes du corps de Monsieur. 1815-1830.
2483 à 2519. Mousquetaires, grenadiers à cheval, gendarmes de la Garde, gardes de la Porte, Cent-suisse, compagnie écossaise, compagnie de la Prévôté de l'Hôtel. 1815-1830.
2520 à 2557. Génie et casernement, hôpital militaire, service du commissariat des guerres, budgets émargements, contrôles. 1815-1830.
O/3/2558 à 2681. Armée des princes. Demandes des émigrés qui en avaient fait partie, certificats de grades, décorations. 1792-1820.
O/3/2682 à 3022. Intendance du Trésor de la Couronne. 1814-1830.
2862 à 2715. Décisions du roi, correspondance, liste civile, budgets, comptabilité. 1815-1830.
2716 à 2875. Décisions relatives aux ordonnancements de dépenses, états de situations, budgets, journaux des dépenses, comptes de tous les services. 1815-1830.
2876 à 2924. Ordonnances, enregistrement de correspondances, pensions et secours pour les théâtres, aides et subventions diverses. 1815-1830.
2925. Dettes du roi et des princes pendant l'émigration.
2926 à 2943. Secours mensuel (classement départemental), répertoire général des services. 1815-1830.
2944 à 2949. Dotation des princes.
2950 à 2998. Caisse de vétérance, pensions d'émigrés, liste des émigrés restés en Angleterre, liquidation des créances anglaises. États et brevets de pensions, listes de pensionnés (ordre alphabétique et chronologique). Personnel de l'Intendance du Trésor. 1815-1830.
2999 à 3022. Journaux de comptes, décisions particulières du roi, trésor de l'ancienne maison de Monsieur, devenu Charles X, maison du duc de Bordeaux. 1815-1830.
O/3/3023 à 3025. Correspondance de l'intendant des Menus plaisirs avec les théâtres et les écoles royales de musique, de déclamation et de chant. 1816-1824.
O/3/3026. Budget général des dépenses. 1828-1830.
O/3/3027 à 3029. Journaux de caisse du duc de Chambord et de sa sœur. 1842-1852.
O/3/3030. Pièces isolées acquises ou revendiquées (Restauration).